Enjeux contemporains de la production et de la diffusion de connaissances en France, relatives à l'information médiatique[1]

Bertrand Cabedoche[2]

Résumé
Les acteurs de l'instance médiatique procèdent facilement à la stigmatisation des productions - voire des producteurs - de connaissances sur le terrain des médias, que les travaux s'investissent sous l'angle des industries culturelles, des contenus rédactionnels, des pratiques professionnelles ou des jeux d'acteurs autour des enjeux sociétaux ! Et pourtant, plus que jamais, les Sciences de l'Information et de la Communication ont légitimité à produire un savoir distancié, notamment pour ne pas réduire leur enseignement, à l'heure de la professionnalisation des masters, à la formation de « *petits soldats du journalisme* ». Entre autres, elles invitent à faire surgir le paradoxe en tant qu'élément de connaissance plutôt qu'à le réduire et ainsi, à déconstruire l'idéal-type que l'instance corporatiste tend à figer, parlant des médias.
Mots-clés : **informationnalisme ; positivisme ; constructivisme ; quatrième pouvoir ; ethnocentrisme ; transnationalisation des médias.**

Il n'y a pas si longtemps, on interrogeait encore le bien commun et les handicaps des chercheurs qui se rassemblaient sous la bannière des Sciences de l'Information et de la Communication (SIC) en France (Jeanneret). La discipline entame aujourd'hui en France une phase de maturité, sans que pour autant, la question de son repérage se fasse de manière encore totalement assurée (Boure, Olivesi), surtout sur le terrain de l'information médiatique. Les savoirs ainsi produits sont vite perçus concurrents par l'instance médiatique et régulièrement disqualifiés comme « *théoriques* », c'est-à-dire jargonneux. Leurs auteurs en subissent le discrédit, présentant aux yeux des acteurs sociaux le handicap de n'être pas systématiquement issus du *terroir* professionnel ; souffrant de surcroît de ne pas relever de sciences dites *exactes* ; enfin, suspectés de forcer les modélisations, alors que le terrain serait déjà balayé comme il se doit par les méta-discours des producteurs d'information médiatiques eux-mêmes. Même dans les sphères académiques, l'enseignement peut garder trace de ces tentatives de confiscation, faussement simplifiantes, alors que le savoir produit en SIC oblige à convoquer les paradoxes (Morin), plutôt qu'à tenter désespérément de les fuir avec le rassemblement trompeur autour d'un *idéal-type*.

1 - La construction progressive d'un idéal-type par les acteurs

Cette construction s'organise dès les premières formations au journalisme des années trente : journalistes membres du SNJ, les conférenciers du *Centre des sciences du journalisme* gagnent ainsi à bon compte un vernis académique, diffusant ce qui correspond à un balisage corporatiste du champ professionnel (Pélissier). L'après-guerre n'aide pas les Résistants, refondateurs de

[1] Trabalho apresentado no IX Colóquio Brasil-França de Ciências da Comunicação, evento componente do XXXI Congresso Brasileiro de Ciências da Comunicação
[2] Professeur en sciences de l'information et de la communication. Responsable de la chaire Unesco en communication internationale - Gresec, Université Stendhal Grenoble 3. Bertrand.Cabedoche@u-grenoble3.fr

l'*Institut des Sciences de la Presse*, à réhabiliter un savoir académique entaché par l'instrumentalisation vichyste de la sociologie et de la psychologie des communications de masse. Cet arrière-plan idéologique explique que l'ouverture à la recherche se construit d'abord par la bande, sous la double influence des écoles en journalisme et des départements de sciences politiques aux États-Unis. L'université de Columbia invite les futurs journalistes à investir le territoire méthodologique des analyses des contenus. Le matériau analysé est journalistique. L'objectif est pédagogique. La rigueur scientifique invoquée est la mesure : comptage des rubriques ; mesure de la surface des articles ; calibrage des titres ; calcul du degré de « *sensationnalisme* » des articles ; analyse quantitative comparée des supports… Les manuels de l'époque traduisent en réalité une volonté normative : édicter des standards de fonctionnement pour l'activité journalistique quand plus tard, la recherche académique insistera sur le « *flou constitutif* » de celle-ci (Ruellan, 1993 : 138-142). L'engouement pour les travaux d'Harold Dwight Laswell est immédiat et s'explique, d'abord à partir de la dimension empirique du projet, puis du caractère linéaire de ses propositions sous les apparences de l'évidence. Bien que la référence désigne plus largement « *l'action de communication* », la formation française en journalisme retient surtout la formalisation de l'écriture de presse autour de la règle des « *5 W* ». Le département « *édition* » du CFJ est représentatif de cette entreprise générale de codification, en vue de présenter des « *collaborateurs stables, adaptés à la chaîne de montage des journaux* » (Ruellan, 1993 : 142). Pendant les *trente Glorieuses*, le paradigme techniciste instituant le journaliste à la fois comme *ouvrier* et *ingénieur* de l'information médiatique transpire des manuels et programmes pédagogiques des écoles de journalisme françaises[3].

Pour autant, l'enseignement au journalisme n'est alors pas consigné à cette seule inscription taylorienne du journalisme et le savoir académique n'est pas totalement évacué des cursus. Avec Lasswell, le paradigme fonctionnaliste ouvre les formations à l'étude des effets des médias. Cette perspective flatte d'abord un journalisme confirmé dans ce triple rôle gratifiant d'acteur fondamental de la dynamique démocratique : surveillant de l'environnement dans l'intérêt collectif, fédérateur des différentes composantes sociétales pour dégager des réponses adaptées à ces défis extérieurs, légataire de l'héritage culturel et social. On y ajoute ensuite une fonction d'*escapism*, de nature à justifier la spécificité de l'écriture journalistique autour des trois pôles qui symbolisent encore aujourd'hui le service public de télévision : informer, éduquer, distraire. Enfin, la formulation ésotérique de Schannon ($H = K\sum^{n}_{i=1}p_i\log_2 p_i$) assoit dans les manuels la scientificité de l'approche statistique des médias (Froissard).

Progressivement, le thème de la *responsabilité sociale* des médias déplace la focale des formateurs en journalisme vers une seconde filiation scientifique : les sciences politiques, sur le terrain de la propagande. Avec la *Commission Hutchins* en 1947, les passions médiatiques cessent de relever du domaine privé, lorsqu'elles se dévoilent danger public. Lasswell lui-même estime que la qualité propagandiste des médias peut se présenter négative. L'acteur vertueux n'est pas en soi le médiatique, mais le politique, dont la gestion gouvernementale des opinions institue les médias en tant qu'éducateurs indispensables. Pour assurer ce rôle et renforcer la référence déontologique au-delà de ce que prévoit la *Charte des devoirs professionnels des journalistes* de 1918, réactualisée en 1938, les formateurs convoquent ces études états-uniennes, dont la nécessité apparaît renforcée après la publication de Serge Tchakhotine, d'abord interdit

[3] Nous ajoutons aux enseignements de la sociologie du journalisme (Ruellan, Pélissier, Neveu, Rieffel, Mathien, Le Bohec…) notre propre témoignage en tant qu'étudiant de l'École Supérieure de Journalisme de Lille au début des années soixante-dix.

pour ne pas déplaire à l'occupant nazi. Les techniques de dépistage idéologique des contenus médiatiques enrichissent la panoplie pédagogique de l'apprenti-journaliste.

Ces références académiques auraient pu rapprocher les producteurs d'information médiatique des enseignants-chercheurs en SIC. Sauf à considérer que la caution fonctionnaliste tend à se fossiliser dans les citations journalistiques en France, jusqu'à se présenter anachronique quand la discipline apparaît en France[4]. La référence n'est convoquée en SIC que pionnière et revisitée dans toute son hétérogénéité et son évolution, n'offrant de pertinence qu'à condition de prendre acte de son glissement progressif vers une meilleure compréhension de la réception en tant que phénomène actif.

Durant les années soixante-dix, la démarche réflexive qu'une partie de la corporation engage aurait pu offrir ce pont attendu avec la discipline naissante. Avec l'ouverture à de nouvelles disciplines (ethnologie, histoire, psychiatrie, psychanalyse, sémiotique…), le décryptage des contenus médiatiques s'enrichit de nouvelles références, dont le structuralisme avec Greimas, Althusser… Le relais critique est parfois assuré par des journalistes eux-mêmes, quand les *sociétés de rédaction* tendent à dessiner de manière perlocutoire les contours d'un contre-pouvoir susceptible de disputer l'organisation industrielle des médias. Les écoles de journalisme peuvent alors s'ouvrir à de nouveaux auteurs et concepts[5]. Le rendez-vous avec les SIC ne se produit pas pour autant. Chronologie oblige, la discipline ne mobilise le structuralisme que dans sa version épurée des outrances auxquelles la recherche systématique d'invariants avait fini par aboutir, réduisant le contexte à un code, hors du temps et de l'espace. Son savoir se construit immédiatement à égale distance du *réductionnisme sociologique* et du *structuralisme sémiotique*. L'avertissement d'Yves de La Haye est significatif : quoique *fait de langue*, l'information médiatique ne peut être abordée dans sa seule dimension linguistique. *Fait social* original, elle suppose associer à son analyse les contextes sociaux de sa production (de La Haye : 41) et réhabiliter les compétences des gens ordinaires et les logiques d'acteurs sans les réduire à l'idéologique. Ainsi les SIC ont vocation à ouvrir l'interdisciplinarité, pour associer l'étude des écritures, des systèmes d'information et des usages, à l'instar des premiers travaux signifiants en ce sens (Miège, 1986 : 8).

Dans le même temps, la réhabilitation du sujet, de l'acteur, de l'audience provoque une tendance immédiate au retour crispé de la réflexion des acteurs, un moment perturbée, à l'idéal-type. De nombreux praticiens de l'information et représentants de la corporation tentent de circonscrire à nouveau la formation sur les terrains de l'apprentissage de « *façons spécifiques de faire et d'apprendre* ». L'effort est parfois vécu de manière d'autant plus schizophrénique qu'il s'agit d'effacer ce premier paradoxe, existentiel, que provoque la tension sur le terrain entre les référents de la culture professionnelle et la réalité des modes de production. Analyser le journalisme passe par l'épreuve permanente de l'abjuration sur l'honneur de la sociologie bourdieusienne (Le Bohec, 2007).

2 - La convocation des paradoxes

Se situant au niveau de la compréhension de mécanismes comme toutes les sciences humaines et

---

[4] Symboliquement, l'année 2008 a été retenue lors du colloque de la *Société Française des Sciences de l'Information et de la Communication* de Compiègne en juin de l'année dernière pour marquer le trentième anniversaire de la discipline.

[5] L'ESJ de Lille accueille ainsi dans son corps professoral le sémiologue Jules Gritti, proche d'Edgar Morin qui, au sein du *Centre d'étude des communications de masse*, introduit le concept d'*industries culturelles* en France.

sociales, les SIC se révèlent opportunes pour convoquer ces paradoxes. Le rappel est d'autant plus pertinent qu'alors qu'il est supposé adossé à la recherche, l'enseignement public en journalisme peut avoir en France à passer par le boisseau de la reconnaissance corporative, dont l'autorité discursive s'accommode parfois mal d'être mise en porte-à-faux par le pointage des mythes, raccourcis et lieux communs charriés par le méta-discours journalistique (Le Bohec, 2000 : 191 et 309). Une douzaine de formations – publiques et privées - offre ainsi cette double qualification recherchée par les étudiants, alors que les critères peuvent se présenter contradictoires entre les deux types d'instance évaluatrice, académique et professionnelle. Cet enseignement, qui a failli se perdre à former les « *petits soldats du journalisme* »[6], est supposé avoir retrouvé sa vocation naturelle de distanciation, à commencer par sa compétence théorique à interpeller l'objet de terrain.

Paradoxe 1 : le saisissement de l'objet, entre évidence et confusion

Trivialement, aucun autre territoire professionnel que le journalisme ne constitue objet plus familier, de nature à justifier la logorrhée méta-discursive. Avec le double processus d'*autonomisation du social* et d'*intellectualisation de la vie privée* (Beaud), il déborde jusque dans l'intimité des cercles privatifs de l'homme moderne, lequel peut aller jusqu'à structurer sa vie sociale - voire familiale - ou revendiquer sa singularité, à partir de son rapport aux médias. Avec le développement des techniques de l'information et des pratiques collaboratives que celles-ci autorisent, il se donne de plus en plus à voir en tant qu'écriture à la portée de chacun (« *Tous journalistes !* », titre *Libération*). Par ailleurs, il s'offre en investissement rentable pour la plupart des instances de pouvoir (entreprise, collectivité territoriale, association, ministère, organisation scientifique, voire université[7]…) : la structuration croissante des politiques de communication de la plupart des organisations, publiques comme privées, confère désormais la valeur stratégique, sinon marchande, des données relatives à l'information médiatique, susceptibles de renforcer le potentiel de négociation avec les médias.
Mais l'objet est également énigmatique, les levées de l'omerta par les producteurs traditionnels d'information médiatique fourmillent surtout de pamphlets instrumentalisés, d'anecdotes voyeuristes, narcissiques, sarcastiques, voire revanchardes et de reconstitutions approximatives, linéaires et rétrospectivement d'une cohérence retrouvée trop parfaite. Œuvrant à la confusion, journalistes et éditeurs tendent à se crisper sur la distinction *information* et *communication* : les premiers visant à expulser d'un territoire « *professionnel* » noble, *l'information*, de moins en moins balisable, tous ceux qui se proposent d'en disputer le monopole d'écriture et de pratiques ; les seconds repoussant dans la *communication* les pratiques liées à l'enracinement social des technologies de l'information, jusqu'à ce qu'ils soient en mesure de s'en approprier la maîtrise.
Des auteurs en SIC peuvent partager la distinction *information* et *communication* à partir du régime instrumental les régissant, celle-ci visant principalement le succès d'intérêts particuliers autour des principes de « *plaisir, marketing, construction de sens* », celle-là obéissant davantage à la recherche de « *l'entente* » au sens de *l'agir communicationnel* d'Habermas (Bougnoux : 76).

[6] En 2003, la publication polémique des notes de cours d'un étudiant du *Centre de Formation des Journalistes* de Paris provoque la tempête contre l'une des formations les plus anciennes et prestigieuses et ouvre à la réinterrogation des contenus d'enseigne-ment au journalisme pour la France entière. Cf. François Ruffin, *Les petits soldats du journalisme*, Paris, Les Arènes, 2003.
[7] Cf. le libre blanc consacré à la communication de l'enseignement supérieur en France, publié par l'agence *Blanc et Noir* en juillet 2009, http://www.educpros.fr/detail-article/h/fd18675743/a/communication-et-strategie-dans-l-enseignement-superieur-le-livre-blanc-de-noir-sur-blanc.html

L'avertissement pousse logiquement à accompagner le discours de préconisation des journalistes, lorsque ceux-ci enjoignent de ne pas confondre la carte avec le territoire qui conduirait l'information médiatique à déchoir en bonnes relations. Sous la pression des organismes de surveillance professionnelle, les études en journalisme tendent ainsi à exclure de leur domaine les recherches portant sur des pratiques professionnelles supposées relever du champ de la communication, par définition manipulatoire, alors que l'analyse des pratiques confirme l'influence grandissante du journalisme dans des secteurs d'activités relevant tout autant du marketing et de l'auto-promotion (Ringoot, Utard). De fait, l'expression « *techniques de communication* » rassemble en SIC aussi bien des médias, des techniques de traitement de l'information, des expressions artistiques, des techniques de communication stricto sensu, des matériels permettant de diffuser ou de fabriquer des programmes, des méthodes pédagogiques (Miège, 1996 : 78), enjoignant à lier par tiret *information-communication*. La démarche n'est pas propre à la France : au Québec, bien que distingué de la publicité et des relations publiques, le journalisme relève de la « *communication publique* » ; au Brésil, l'écriture de journaux d'entreprises ou institutionnels relève de la sphère du journalisme et de l'information.

Paradoxe 2 : le rapport au* réel*, entre héritage positiviste et stimulation constructiviste

En moins de dix années, le champion de la *Démocratie* et de la *Vérité*, héritier de Woodward et de Bernstein, s'est effondré dans les représentations dominantes en circulation au sein de l'espace public français. Il aura suffi de quelqu'adoption imprudente de la mise en scène de l'information par de « sympathiques » opposants roumains à un pouvoir tyrannique déclinant, sous prétexte de sens de l'histoire ; de quelque *vraie-fausse* interview, sous prétexte de légitimité présentielle ; de quelque temporalité forcée d'actualités, sous prétexte de correspondance avec le rendez-vous télévisé du 20 heures ; de quelqu'exploitation imprudente de rumeurs pédophiles et enquêtes policières et judiciaires bâclées, sous prétexte de dévoilement critique… À ce jour, la réponse de « *l'historien de l'instant* » en reconquête de légitimité sociale se traduit principalement par une crispation positiviste, la réflexivité se réduisant péremptoirement au double rappel, en externe des contraintes de l'exercice professionnel, en interne de la déontologie. L'idéal-type ainsi consolidé conduit à survaloriser le produit journalistique, révélé par la pugnacité de l'investigation et consigné dans le rappel du principe de la « *double source* ». Il renvoie à l'héritage de la Révolution française, justifiant l'institutionnalisation de tous les porteurs de " *savoirs construits*", instituteur, professeur, scientifique, journaliste, chacun pareillement investi de la mission d'éclairer le citoyen contre tout arbitraire, royal, religieux, partisan, sectaire…
Cette volonté de clôture ne passe pas inaperçue en SIC. Au sein de la discipline, la démarche historique ne se réduit pas au descriptif des évolutions organisationnelles ou à la convocation, voire à la discussion (Neveu : 41) d'un « *âge d'or du journalisme* », supposé antérieurement moins encombré dans sa pratique. Le premier travail de distanciation vise à discuter cette priorité de l'information sur l'opinion, insistante dans la construction de l'idéal-type et orchestrée par la corporation autour de l'évidence historique et universelle de la « *vérité des faits* ». Le recul historique oblige à constater une fois encore le normativisme de la convocation dans les manuels de formation au journalisme. Car si la France consacre bien ce lieu où le positivisme rencontre ses plus puissantes formalisations au XIXe avec Alexis de Tocqueville, Antoine Cabet, Auguste Comte…, une tradition d'écriture journalistique s'est parallèlement construite jusqu'à la Libération autour d'une conception humaniste, littéraire, poétique et politique de l'art d'écrire dans le journal, à laquelle le journalisme contemporain semble appelé à renoncer ! Les SIC rappellent ainsi que la légitimité sociale du journalisme s'est aussi organisée sous la IIIe

République autour de la figure du *journaliste-justicier*, constitutive de la dynamique de *publicisation* révélée par Habermas.

La seconde distanciation s'opère fondamentalement sur le terrain de l'*objectivité*, revendiquée par le journalisme et remaquillée sous le vernis de l'*honnêteté* quand la tension se révèle insurmontable. Les SIC consacrent les apports du constructivisme, avec de nombreuses nuances selon les auteurs. De récents débats animés de part et d'autre de l'Atlantique discutent du niveau ontologique auquel l'érection du « *réel* » peut être portée, à partir des modélisations professionnelles anglo-saxonnes, que, malgré sa tradition littéraire, la corporation jounalistique française semble aujourd'hui consacrer[8]. Les SIC discutent ainsi régulièrement la question de la scientificité du travail journalistique[9], qu'il s'agisse des pratiques d'écritures, dont l'apprentissage ne s'ouvre que trop peu à l'interrogation de la transparence de la langue (Koren, Gavillet) ; de la temporalité de l'urgence, artificiellement érigée comme contrainte (Le Bohec, 2000) ; du rapport aux sources, trop souvent abordé de manière désocialisée (Delforce) ; de l'objet de l'information, généralement présenté comme *donné* plutôt que résultat d'une part des niveaux de « *cuisson* » entre relais producteurs de l'information médiatique (de La Haye : 105-106) ; d'autre part, des multiples négociations entre acteurs sociaux, dont le journaliste lui-même ; enfin, de l' « *innocence journalistique* », arguée par les animateurs médiatiques pour consigner le débat contradictoire à la mise en scène niveleuse du dispositif qu'ils ont eux-mêmes élaboré (Bourdieu). Cette lutte contre le *médiacentrisme* conduit les SIC à convoquer la question du pouvoir médiatique, de manière tout aussi paradoxale.

Paradoxe 3 : le rapport à la puissance, entre* quatrième pouvoir *et précarité journalistique

La mise en visibilité de ce paradoxe est directement liée aux évolutions des écoles théoriques, depuis la formulation métaphorique de la *seringue hypodermique* consacrant la thèse des *efforts forts* liés au pouvoir des médias. L'inscription théorique satisfait tous ceux qui, journalistes sensibles à la définition classique de la séparation des pouvoirs caractéristique d'un régime démocratique selon Montesquieu et soucieux, par là-même, d'imposer leur rôle social en tant que *gate-keepers* de la démocratie, ajoutent la référence empruntée à Edmund Burke, fin du XVIII[e] siècle, du *Fourth Estate* constitué par l'instance médiatique. Aujourd'hui encore, des programmes de télévision martèlent leur identité légitimante autour de ce rôle de contre-pouvoir[10]. Plus encore que la reconnaissance éphémère liée à la production du *scoop*, le rêve secret du rédacteur novice peut s'enhardir jusqu'à la confusion de l'institution liberticide, surtout si la patiente remontée des responsabilités le conduit aux plus hauts niveaux du pouvoir (Champagne, Marchetti). Ainsi le journalisme français consignerait une tradition d'irrévérence vis-à-vis de toute élite ou façade institutionnelle soupçonnées de systématiquement instrumentaliser la parole, au profit d'une marche inéluctable vers la liberté et la démocratie. La cour impudique, que les différentes instances engagent à l'adresse des médias, pourrait accréditer la thèse, portée par un processus de médiatisation croissante.

---

[8] Cf. notre synthèse, présentée à Tallinn, 2006, « Do the Media help us Grasp European Realities ? Philosophical, ethical and methodological questions », in Nico Carpentier, Kaarle Nordenstreng (and alii.), *Researching media, democracy and participation*, Publications de l'Intensive Programm in Media and Communication, Tallinn, Estonie, pp. 202-216.

[9] Cf. notre synthèse, présentée à Bucarest, 2004 « Historicité, didacticité et scientificité du discours d'information médiatique. La construction du récit commémoratif dans la presse magazine », *Les Cahiers du journalisme*, n° 13, pp. 40-79.

[10] Cf. l'émission *The Fifth Estate* sur la CBC états-unienne.

Mais là encore, le développement des sciences humaines et sociales apprend à déconstruire pareil idéal-type qui, à partir d'une projection linéaire méliorative, investit les combats de l'information médiatisée contre les velléités des pouvoirs constitués. Nourries de visions systémiques, les SIC se gardent de tout déterminisme et projection dans le futur, fût-il immédiat. Quand le journalisme consacre lui-même la *médiacratie* en réponse au déclin de la représentation et de l'exercice traditionnel des activités politiques de l'État et des partis, les SIC préfèrent envisager la constitution d'un nouvel espace symbolique produit par des techniques de gestion du social qu'à partir de logiques et stratégies sociales différentes, les acteurs sociaux dominants se partagent, sans linéarité (Pailliart). En outre, elles réinscrivent la réception en tant qu'instance de co-construction du sens, même si l'influence des *cultural studies*, en particulier de Stuart Hall distinguant *décodages dominant*, *oppositionnel* et *négocié*, tarde en France. Dans le jeu de triangulation entre le scientifique, le journaliste et le destinataire, les travaux français apprennent à distinguer les lectures « *bénéficiaires* », ouvertes - sous condition - au discours journalistique et des lectures réservées - voire fermées - qu'elles soient de nature « *intimiste* », ou « *complexée* » (de Cheveigné, 1997). Pour autant, les SIC ne consacrent pas une nouvelle forme de déterminisme social (Jouët) : sauf à sacrifier à un optimisme béat, le processus de réception n'y est pas analysé de manière autonome (Garnham). Le renouveau de l'économie critique oblige à considérer que le développement de l'information se déroule dans un univers marchand, dont la *holding de communication* constitue la figure symbolique, avec ses logiques de concentration, de financiarisation, de marketing et d'écrasement de la concurrence, au point que la question est aujourd'hui posée de la viabilité d'un modèle économique s'agissant des industries de contenus (Bouquillion). Dans ce contexte, englué par sa propre survie professionnelle, le journalisme ne semble plus guère peser, du moins dans sa forme traditionnelle, alors que la France s'est toujours refusée à envisager un statut juridique particulier à l'entreprise médiatique. Les travaux en SIC renvoient plus à la précarité de son statut qu'à son emprise sociétale : malmené par la fragmentation des audiences qui le précipite dans une crise de fidélisation ; fragilisé par le développement lui-même non stabilisé de journaux gratuits qui le recycle dans des pratiques de rewriting ou d'agenda ; concurrencé par une techno-rétiologie diffusionniste que la théorie critique des réseaux (Musso) n'a pas véritablement réussi avec Internet à détacher du mythe de la « *communauté des égaux* » (Flichy). Ce jounalisme ne profite même pas des *relations publiques généralisées* : ce que les SIC nomment processus d'*informationnalisation* (Miège, 2007 : 109) désigne une tendance lourde et croissante à la circulation d'une information spécialisée en dehors des circuits médiatiques, déjà à l'origine de mutations particulièrement délicates. Dans ce contexte, il peut apparaître paradoxal de convoquer des principes généraux pour parler du journalisme, quand sur le terrain, les stratégies de survie s'ébauchent de plus en plus de manière individuelle (certains journalistes français réclamant une pause dans la distanciation critique des chercheurs, agitant le drapeau de l'ambulance sur laquelle il devient lâche de tirer).

Paradoxe 4 : la reconnaissance du territoire, entre fragmentation létale et délimitation d'un champ professionnel

Edmund Burke, que les journalistes apprécient de convoquer, est aussi le critique visionnaire de la Révolution française, en ce que fondée sur des idées théoriques et intemporelles au lieu d'être élaborée de manière particulière au contexte spatio-temporel, l'œuvre des Constituants français ne pouvait que dériver dans la Terreur. C'est très souvent avec ce même type de raisonnement que le méta-discours journalistique se positionne, contre les propositions de modélisation de la discipline. Il est fréquent que la corporation se dérobe ainsi à toute analyse critique en enjoignant

de ne plus lire le journalisme de façon générique, pour ne plus considérer que la singularité des situations. La condamnation s'est présentée contre Bourdieu, au terme de laquelle le chercheur mobiliserait plus qu'il ne le peut les cas à l'appui de ces tentatives pitoyables de modélisation des pratiques, fonctionnements, discours, organisations, finalement si furieusement hétérogènes. Si, à la multitude des positionnements idéologiques qu'ouvre le principe du pluralisme de l'infirmation, on ajoute la diversité des statuts de presse, des destinées individuelles les plus baroques et des tensions les plus contradictoires entre "*confrères*", on comprend qu'il faille dénoncer "*la supercherie des nous*".

La critique tombe à plat, s'agissant de SIC averties dès leur constitution (Delforce, Noyer, 1999) : la rupture est alors consacrée contre une lecture structuraliste réduisant la dimension sociétale à un jeu de l'universel, l'appareil idéologique « *information* » à un ensemble monolithique et l'individu à un support de structures, dixit Althusser. Ainsi, l'analyse des contenus médiatiques est convoquée tout autant pour son dévoilement des convergences médiatiques organisées pour l'imposition du sens, que pour la révélation des différences, tout aussi configurante (de Cheveigné, 2000). L'époque de Berelson est révolue quand, du point de vue méthodologique, l'étude quantitative imposait le comptage et désignait la tendance lourde. L'effet de rareté est considéré susceptible de générer une mémorisation aussi forte que la banalisation répétitive des discours d'information. La saillance, dont il est fait état pour expliquer la précipitation des feux de la rampe médiatique vers les mêmes ruptures événementielles, n'est pas adoptée par chaque type de support et par chaque média dans les mêmes répertoires catégoriels, rhétoriques, chromatiques, hiérarchiques, sémantiques, idéologiques, symboliques… (Casanova, 1996). Sur un plan plus large, la transnationalisation des médias n'est pas en mesure de corriger les accents particuliers, voire chauvins des commentaires, tandis que la puissance des technologies de l'information ne parvient pas à pousser le monde vers l'uniformisation des besoins (Mattelart, 2001), l'homogénéisation des marchés (Mathien, 2002), la fusion des cultures (Geertz, 2002). Déterminante dans la contruction de l'information médiatique (Charaudeau, 1997), la co-intentionalité ne s'exerce pas dans le même environnement géographique, culturel, politique, temporel, technologique, structurel, économique, sociologique. Constatant le développement contemporain de l'offre médiatique sur plusieurs supports pour un même média, les SIC renoncent même à certains de leurs outils précédents : grilles de catégorisation organisées à partir de caractéristiques techniques qui renvoyaient à l'unicité du dispositif ; distinction de modes de fonctionnement propres à la production d'information, qui n'intègrent plus la multitude de déclinaisons ouvertes par les portails sur internet ; traitement spécifique de l'organisation médiatique, avec l'irruption de nouveaux entrants et le renforcement de la concurrence des industries de réseaux et de services informatiques (Miège, 2007 : 114).

Pour autant, tandis que certains journalistes expliquent encore, à partir de leur libre-arbitre, qu'on ne peut …expliquer leur profession à partir de quelque matrice formelle, la corporation elle-même œuvre à produire un discours normatif, modélisant, utile pour faire poids dans la défense des intérêts catégoriels : représentations syndicales spécifiques, déontologie excluante, contenus de formation contrôlés, lobbying pour une législation spécialisée…, tout, en l'absence d'un *Ordre professionnel* que la France ne veut pas convoquer eu égard à sa connotation vychiste sulfureuse, laisse à penser que le jounalisme constitue malgré tout une entité particulière, une *profession*.

Là encore, les SIC marquent leurs réserves, eu égard à que la sociologie des professions retient, à commencer par les critères d'accès dont la rigidité, organisée par la corporation, ne vaut que pour une partie très réduite de la pratique (reconnaissance des écoles ; obtention de la carte professionnelle…) ou dont les appels à la dignité distinctive n'ont aucune valeur contraignante. Pour autant, les SIC n'hésitent pas à convoquer la sociologie de l'énonciation pour repérer

comment les normes sociales peuvent jouer sur le comportement linguistique (Esquenazi) et analyser le savoir-faire du reporter, pour partie, comme l'art de construire instantanément un reportage conforme, c'est-à-dire similaire à celui des confrères (Casanova, 1996), donc susceptible d'une « *typification* » propre à la corporation, révélée par Gaye Tuchman. Les médias apparaissent encore parfois constitutifs d'un sous-champ de production, c'est-à-dire un espace dans lequel chacun des producteurs est influencé par les autres (Bourdieu, 1994). Il arrive même que l'on parle d'effets de champ journalistique à champ journalistique, que n'arrêtent plus les frontières nationales (Champagne). Ainsi s'expliquent les reprises d'information d'un titre à l'autre qui, écrasant tout autre événement concomitant, construisent par leur récurrence une sursignification. La redondance travaille aussi bien à créer les climats de psychose (Veron, 1981), qu'à enraciner les rationalités. Tant et si bien que "*certains noyaux de sens émergent, cristallisés, accrédités et validés par la multiplicité des reprises en écho dans les médias*" (Sicard, 1997). Ainsi, les SIC construisent un savoir générique, sans pour autant s'affranchir des conditions spatiales et historiques du déploiement de celui-ci et des postures personnelles d'auteur à l'intérieur de ces contextes (Mulhman). En mobilisant outils méthodologiques et concepts des écoles constitutives d'une pensée communicationnelle, elles savent redonner place *in situ* aux jeux des acteurs, avant de valider un cadre théorique[11]. L'appréciation des enjeux de pouvoir glisse ainsi vers l'étude des stratégies de négociation des acteurs en vue de l'imposition du sens au sein d'un espace public donné, et de leur flexibilité au gré de l'évolution des rapports de force[12]. Les termes génériques ne sont pas évacués, mais convoquent systématiquement le débroussaillage terminologique. *Communication* est historiquement décomposé en modèles : presse d'opinion, presse commerciale, médias audiovisuels de masse et relations publiques généralisée (Miège). *Journalisme* est appréhendé autour de plusieurs pôles : salariés, médiateurs, agrégateurs et régulateurs de contenus, fournis par des auteurs semi-professionnalisés, externalisés et placés en concurrence (Ruellan, 2008). *Médiatisation* ne semble plus distinguer les seuls phénomènes médiatés par l'intermédiaire des instances journalistiques de ceux pris en charge par les instances habituelles de la médiation sociale, pour s'élargir à la mise en ligne des contenus, aux relations inter-individuelles ou inter-groupales à partir de l'interposition d'une technologie de l'information, au volume d'information diffusée en relation avec la réception, en prenant soin d'articuler les perceptions, *in temporis* et *in situ* (Miège, 2007 : 80). L'avertissement ouvre à un dernier paradoxe.

Paradoxe 5 : la qualification de l'information transnationale, entre ouverture et clôture pour la diversité culturelle

---

[11] Cf. notre synthèse, présentée à Tallinn, « Are Information and communication a specific scientific discipline in the analysis of the societal role of the producers in media informations ? Remarks from public debates about nanotechnologies », in Nico CARPENTIER, Pille PRUULMANN-VENGUFELDT, Kaarle NORDENSTRENG, Maren HARTMANN, Peter VIHALEMM, Bart COMMAERTS, Hannu NIEMINEN and Tobias OLSSON (ed.), *Democracy, Journalism and Technology : New Developments in an Enlarged Europe. The intellectual work of the 2008 European media and communication doctoral summer school*, Publications de l'Intensive Programm in Media and Communication, University of Tartu Press, Estonie, octobre 2008, pp. 307-318.

[12] Cf. notre synthèse, présentée à Bucarest, « Le journaliste, acteur disqualifié de la médiation de l'information scientifique et technique ? », in Claude Lebœuf et Nicolas Pélissier, *Communiquer l'information scientifique. Éthique du journalisme et stratégies des organisations*, Paris, L'Harmattan, (Coll. « Communication et technologie »), pp. 213-250 et « Débats publics et nanotechnologies : quand le journaliste s'invite pour reprendre du pouvoir au sein de "l'espace public autonome"», *Les Cahiers du journalisme*, n° 18, 2008, pp. 246-284.

Les dernières assertions que porte l'idéal-type journalistique attribuent au producteur d'information médiatique des fonctions messianiques d'éducateur des citoyens, d'agent du progrès technique, social, culturel et d'ambassadeur de l'ouverture au monde. À ce titre, la pratique suppose un cadre de *libre circulation mondiale de l'information* pour servir le développement économique et démocratique des sociétés humaines. La réflexion est située scientifiquement parlant, au point d'y reconnaître l'empreinte empirico-fonctionnaliste d'un David Lerner. L'analyse est d'autant mieux accueillie par certain journalisme des années cinquante que les esprits sont encore largement imprégnés en France, puissance impériale, d'une part d'une conception diffusionniste de la *Civilisation*, entendue dans sa triple dimension : conquérante, prosélyte et incarnée ; d'autre part, de la théorie *des trois états* d'Auguste Comte : théologique, métaphysique et positif.

Là encore, l'évolution des sciences humaines et sociales fourbit les armes conceptuelles pour déstabiliser cette représentation linéaire, articulée autour de ce *faux évolutionnisme* contre lequel s'insurge l'anthropologie structurale et de cet *homo economicus* que pourfend la conceptualisation naissante de l'*éco-développement* chez Ignacy Sachs. L'effervescence liée à la revendication pour un *Nouvel Ordre Mondial de l'Information et de la Communication* désigne les médias occidentaux, à la fois structurellement vecteurs de la circulation à sens unique entre le Nord et le Sud, agents de l'impérialisme culturel œuvrant à imposer l'*aliénation* culturelle des espaces publics d'accueil. L'écho de ces critiques est encore présent lorsque les SIC apparaissent, investissant le champ des analyses de discours médiatiques, pour en révéler les dimensions ethnocentriques (Charaudeau, Lochard et Soulages). Mais les SIC ne s'aventurent guère sur ce terrain, eu égard aux limites d'analyses texto-centrées purement sémio-descriptives et aussi parce que la recherche en ethnocentrisme est vaine : le résultat en est déjà convenu s'agissant des discours médiatiques (Pedler) et de ce fait, l'acte d'accusation peu signifiant, quand par ailleurs, il est aussi facilement distribué. Theodor Adorno s'est ainsi fait taxer d'ethnocentrisme lors de sa rupture avec Lazarsfeld, pour avoir écarté toute prétention au jazz à exprimer la libération. Avec l'*école de Francfort*, l'auteur entendait ainsi mieux analyser la production culturelle en tant que mouvement global de marchandisation de la culture et son industrialisation en tant que facteur de standardisation. Dans la lignée, les travaux d'Herbert Schiller, popularisant l'expression *impérialisme culturel*, marquent surtout par leur mépris des études de réception, pour mieux stigmatiser la propriété, la structure et la distribution de ces médias transnationaux.

En traduisant enfin leurs collègues des *cultural studies*, les auteurs français en SIC sont rapidement avertis de nouvelles propositions. Philip Schlesinger suggère ainsi de partir des identités culturelles et de l'importance de la communication dans leur construction pour vérifier l'impérialisme culturel, relégué à une hypothèse. Jesús Martín-Barbero oblige à penser les médias non pas comme des « *canaux* » selon le modèle implicite de l'ingénierie téléphonique, mais comme une médiation, convoquant ainsi l'acculturation réciproque entre les individus et les médias. Dès lors, la massification de la culture par les industries culturelles n'est plus systématiquement lue comme une menace envers une culture populaire qui serait « *authentique* », dans ses traditions comme dans sa « *vocation* » résistante ou révolutionnaire, mais comme le champ contemporain des torsions et des tensions culturelles. Le « *populaire* » n'y est plus pensé en termes « *d'extériorité garantie* », mais « *d'imbrication conflictuelle dans la massification* » (Martín-Barbero). Armand Mattelart impulse la distanciation, en France et au-delà : les acteurs sociaux aspirant à un *Nouvel Ordre Mondial de l'Information et de la Communication* n'ont jamais su étendre leur consensus douteux à la définition de nouveaux contenus, qu'une redistribution des acteurs devrait immanquablement révéler avec la redistribution géopolitique des télécommunications. Or, la réclamation s'est plutôt révélée fuite en avant, consignant les

questions de l'information à l'international pour ne pas avoir à les aborder au niveau local (Mattelart, Mattelart et Delcourt : 54). Cette interpellation des espaces publics autochtones voit une partie de la recherche en France reconsidérer le rôle du stéréotype en tant que *ferment actif* et réinterroger le rôle des médias transnationaux : agents de suppléance, de dumping face à l'*extranéité* des médias locaux aux ordres, de contre-culture et de promotion de valeurs supranationales, les médias se présentent acteurs paradoxaux d'une « *dynamique du dedans comme du dehors* », plutôt que systématiquement agents de reproduction sociale et d'aliénation (T. Mattelart). Pour autant, la réflexion se montre distante à l'égard d'un esprit du temps *post-moderniste* ouvrant grand la porte au déterminisme technologique de la *société de l'information* et au recyclage des promoteurs du *free flow of communication*, à l'instar des Fiske et de Sola Pool. Sans que tous soient lecteurs assidus d'un Zizek décrivant la *culturalisation du politique* comme résultat des stratégies du capitalisme mondial, les auteurs en SIC offrent au moins quelques caractéristiques communes : l'affranchissement à l'égard des présupposés de la sémiologie structurale dans l'analyse des jeux de formes signifiantes pour les relier aux mécanismes du marché commercial et symbolique des biens de la culture de masse (Lochard, Soulages, Olivesi) ; la lecture des systèmes de communication dans la diversité de leur histoire ; la prise en compte de la segmentation des forces de rentabilisation de la production culturelle, tant dans les modalités d'organisation du travail, que dans la caractérisation des contenus et des produits et dans le degré de concentration des entreprises de production et de diffusion ; enfin, la diversité des modes d'appropriation et d'enracinement social des technologies de l'information (Miège, 2005)[13].

Rérences bibliographiques

BEAUD, Paul, 1986 :115, *Médias, médiations et médiateurs dans la société industrielle*, thèse de doctorat d'état en sciences de l'information et de la communication, université Stendhal, Grenoble, 1986.
BOURDIEU, Pierre, 1996, *Sur la télévision*, Raisons d'agir, Liber éditions.
BOUGNOUX Daniel, 1995, *La communication contre l'information*, Paris, Hachette, 1995.
BOUQUILLION, Philippe, 2008, *Les industries de la culture et de la communication*, Grenoble, PUG, coll. " Communication, médias et société ".
BOURE Robert, 2006 : 257-287, « L'histoire des sciences de l'information et de la communication. Entre gratuité et réflexivité », *Questions de communication*, 10, pp. 277-287 et 2007, « L'histoire des sciences de l'information et de la communication. Le cas des origines littéraires des SIC», *Questions de communication*, n° 11.
CHAMPAGNE, Patrick, MARCHETTI, Dominique, 1994 : 46 et s., « L'information médicale sous contrainte. À propos du "scandale du sang contaminé" », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, n° 101-102.
CASANOVA, Béatrice, 1996 : 160-167, " L'influence de la télévision sur les pratiques journalistiques : l'exemple de la prise d'otage de la maternelle de Neuilly ", *Les Cahiers du journalisme*, n° 2.
CHARAUDEAU, Patrick, 1997*, Le discours d'information médiatique. La construction du miroir social*, Paris, Nathan-INA, coll. " Médias-recherches ".

[13] Cf. notre synthèse, présentée à Kinshasa, « Confondre les représentations stéréotypées de l'Afrique dans les médias transnationaux ? Une démarche épistémologiquement problématique », in Alain KIYINDOU, Jean-Chrétien EKAMBO, Ludovic-Robert MIYOUNA (Dir.) *Communication et dynamiques de globalisation culturelle*, Paris, L'Harmattan, 2009, pp. 213-234.

CHARAUDEAU, Patrick, LOCHARD, Guy, SOULAGES, Jean-Claude, FERNANDEZ, Manuel, CROLL, Annie, 2001, *La télévision et la guerre. Déformation ou construction de la réalité ? Le conflit en Bosnie (1990-1994)*, Bruxelles, De Boeck Université.

De CHEVEIGNÉ, Suzanne, 1997 : 98 et s., « La science médiatisée : le discours des publics », *Hermès, "Sciences et médias",* n° 21.

De CHEVEIGNÉ, Suzanne, 2000, *L'environnement dans les journaux télévisés. Médiateurs et visions du monde*, Paris : CNRS éditions, coll. " CNRS communication ".

De LA HAYE, Yves, 1985, *Journalisme, mode d'emploi. Des manières d'écrire l'actualité*, Grenoble, ELLUG-Pensée Sauvage.

DELFORCE, Bernard et NOYER, Jean, 1999 : 30-36. " Constructivisme et discursivité sociale ", in *Etudes de communication. " La médiatisation des problèmes publics "*, n° 22.

ESQUENAZI, Jean Pierre, 2007 : 181-198, « La sociologie de l'énonciation », in OLIVESI, Stéphane (dir.), *Introduction à la recherche en SIC*, PUG, Grenoble.

FLICHY, Patrice, 1999 : 112, « Internet ou la communauté scientifique idéale », *Réseaux*, vol. 17, n° 97, CENT/Hermès, Paris.

FROISSARD, Pascal, 2007 : 57-76, « Introduction aux méthodes quantitatives en sciences de l'information et de la communication », in OLIVESI, Stéphane (dir.), *Introduction à la recherche en SIC*, PUG, Grenoble.

GARNHAM, Nicolas, 2000 : 53-91, « La théorie de la société de l'information en tant qu'idéologie », *Réseaux,* n° 101.

GAVILLET, Isabelle, 2004 : 135-158, « Pour un usage modéré du constructivisme en sciences de l'information et de la cmmunication », *Questions de communication*, n° 6.

GEERTZ, Clifford, 2002 (rééd.). *Savoir local, savoir global. Les lieux du savoir*, Paris : PUF, coll. " Sociologie d'aujourd'hui ".

JEANNERET, Yves, 2001-2002 : 3-6, « Les sciences de l'information et de la communication : une discipline méconnue en charge d'enjeux cruciaux », *La lettre d'inforcom,* n° 60.

JOUËT, Josiane, 1987, *L'écran apprivoisé. Télématique et informatique à domicile*, Paris, CENT, coll. " Réseaux ".

KOREN, Roselyne, 2004 : 203-211, « Sur la critique du constructivisme en communication », *Questions de communication*, n° 5.

LE BOHEC, Jacques, 2000, *Les mythes professionnels des journalistes*, Paris, L'Harmattan.

LE BOHEC, Jacques, 2007 : 270, « Le travail d'objectivation », in OLIVESI, Stéphane (dir.), *Introduction à la recherche en SIC*, PUG, Grenoble, coll. " Communication en +".

LOCHARD, Guy, SOULAGES, Jean-Claude, 2007 : 135-152, « La sémiologie : une posture, des démarches », in OLIVESI, Stéphane (dir.), *Introduction à la recherche en SIC*, PUG, Grenoble, coll. " Communication en +".

MARTIN-BARBERO, Jesús, 2002, *Des Médias aux médiations. Communication, cultures et hégémonie*, Paris, CNRS Éditions, coll. "CNRS Communication", (traduit par Guy Lochard).

MATHIEN, Michel, 2002 : 202-213, " Essai de représentation globale de la complexité de l'activité médiatique. Retour sur le cycle socioculturel de la communication ", *Les Cahiers du journalisme*, n° 10.

MATTELART, Armand, MATTELART, Michèle, DELCOURT, Xavier, 1983, *La culture contre la démocratie*, Paris, La découverte, coll. " Cahiers Libres ", n° 381.

MATTELART, Armand, 2001 : 11-36, " Entretiens avec Thierry Lancien et Marie Thonon ", *Recherches en communication*, n° 14.

MATTELART, Tristan, 2002, *La mondialisation des médias contre la censure. Tiers monde et audiovisuel sans frontières,* Bruxelles, de Boeck université, coll. " Médias-recherches. Études ".

MIEGE, Bernard, (dir.), 1986, *Le JT, mise en scène de l'actualité à la télévision*, I.N.A., La Documentation française.

MIÈGE, Bernard, 1996, *La société conquise par la commuunication. T. 1 – Logiques sociales*, Grenoble, PUG.

MIEGE, Bernard, 2005, *L'information-communication, objet de connaissance,* Bruxelles Universités, de Boeck, coll. " Médias-recherches ".

MIÈGE, Bernard, 2007, *La société conquise par la communication. T. III : Les TIC, entre innovation technique et ancrage social*, Grenoble, PUG, coll. " Communication, médias, Société ".

MIÈGE, Bernard, 2009, « Les compétences cognitives impliquées dans l'enseignement des théories de la Communication », *Symposio internacional de innovación educativa en el espacio europeo y latinoamericano*, Université Complutense, Madrid, 6-7 mai.

MORIN, Edgar, 1981 : 18-19, *La méthode. Tome 1 – La nature de la nature*, Paris, Seuil, coll. " Points. Essais ".

MULHMAN, Géraldine, 2004, *Une histoire politique du journalisme*, PUF, Paris.

MUSSO, Pierre, 2003, *Critique des réseaux*, PUF, coll. " La politique éclatée ".

NEVEU, Érik, 1995 : 37-64, « Les sciences sociales face à l'Espace public. Les sciences sociales dans l'Espace public », in PAILLIART, Isabelle (dir.), 1995, *L'espace public et l'emprise de la communication*, Grenoble, Ellul.

OLIVESI, Stéphane, 2007, *Référence, déférence. Une sociologie de la citation,* Paris, Éd. L'Harmattan, coll. " Communication et civilisation ".

OLIVESI, Stéphane, SOULAGES, Jean-Claude, 2007 : 201-220, « Le langage saisi par la communication », in OLIVESI, Stéphane (dir.), *Introduction à la recherche en SIC*, PUG, Grenoble, coll. " Communication en +".

PAILLIART, Isabelle (dir.), 1995, *L'espace public et l'emprise de la communication*, Grenoble, Ellul.

PEDLER, Emmanuel, 2007 : 246, « Le raisonnement scientifique », in OLIVESI, Stéphane (dir.), *Introduction à la recherche en SIC*, PUG, Grenoble, coll. " Communication en +".

PÉLISSIER, Nicolas, 2009, *Journalisme : avis de recherche*, Bruxelles, Bruylant, coll. " Médias, société, relations internationales ".

RINGOOT, Roselyne et UTARD, Jean-Michel (dir.), 2005, *Le journalisme en invention – Nouvelles pratiques, nouveaux acteurs*, Rennes, PUR.

RUELLAN, Denis, 1993, *Le professionnalisme du flou. Identité et savoir-faire des journalistes français*, Grenoble, PUG.

RUELLAN, Denis, 1997, *Les pros du journalisme. De l'état au statut, la construction d'un espace professionnel*, Rennes : PUR, coll. " Res publica ".

RUELLAN, Denis, 2007, *Le journalisme, ou le professionnalisme du flou*, Grenoble, PUG.

SICARD, Marie-Noëlle, 1997 : 151 et s. " Pratiques journalistiques et enjeux de la communication scientifique et technique ", *Hermès*, n° 21.

VERON, Eliseo, 1981, *Les médias et l'accident de Three Mile Island*, Paris : éditions de Minuit.